L'entreprise-agence de Jean Walter. 1918-1957. L'architecture au service de l'affairisme ?

*The architecture firm-agency of Jean Walter, 1918-1957: Architecture at the
service of business?*

Marie Gaimard

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/craup/5323>

DOI : 10.4000/craup.5323

ISSN : 2606-7498

Éditeur

Ministère de la Culture

Référence électronique

Marie Gaimard, « L'entreprise-agence de Jean Walter. 1918-1957. L'architecture au service de l'affairisme ? », *Les Cahiers de la recherche architecturale urbaine et paysagère* [En ligne], 9|10 | 2020, mis en ligne le 28 décembre 2020, consulté le 15 février 2023. URL : <http://journals.openedition.org/craup/5323> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/craup.5323>

Ce document a été généré automatiquement le 15 février 2023.

Creative Commons - Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International
- CC BY-NC-ND 4.0

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/>

L'entreprise-agence de Jean Walter. 1918-1957. L'architecture au service de l'affairisme ?

The architecture firm-agency of Jean Walter, 1918-1957: Architecture at the service of business?

Marie Gaimard

- 1 La période s'étendant entre la rédaction du code Guadet (1895) et la création de l'ordre des architectes (1940) est riche en débats sur les conditions d'exercice et les aspirations à la réglementation de la profession. Les architectes perçus comme les plus silencieux ne sont pas les moins actifs, ni les moins concernés par les mutations de leur métier. Les activités d'un architecte tel que Jean Walter (1883-1957), qui investit de nombreux domaines du champ de la construction – de la conception à la production industrielle en passant par la promotion immobilière – peuvent ainsi nous éclairer sur l'étendue et l'organisation des activités d'un architecte pendant l'Entre-deux-guerres.
- 2 Né en 1883 à Montbéliard, Jean Walter suit une formation rapide (trois ans, de 1899 à 1902) à l'École spéciale d'architecture. Une fois diplômé, il retourne dans sa région natale où il travaille essentiellement pour les grandes industries textile (DMC), horlogère (Japy) et automobile (Peugeot). Il livre alors de nombreuses cités ouvrières, dont certaines s'inspirent, à une date relativement précoce (cité des Longines, Valentigney, 1907-1909¹) en France, des préconisations avancées par Ebenezer Howard depuis la fin du XIX^e siècle. La Première Guerre mondiale bouleverse les destins autant qu'elle révèle des personnalités. Bien que blessé à plusieurs reprises et physiquement harassé, Jean Walter choisit ce moment pour réévaluer ses ambitions de carrière à la hausse. Il s'installe à Paris et pose les premiers fondements d'une structure hybride, relevant de l'agence d'architecture, de l'entreprise générale, mais aussi de la société industrielle ou de la fondation philanthropique. L'épicentre de ses activités se situe à l'hôtel Chalons-Luxembourg dans le quartier du Marais, à Paris.

- 3 Cet article vise à montrer comment l'architecture, discipline de formation et de référence pour Jean Walter, fut progressivement conduite à devenir un outil, parmi d'autres, destiné à servir ses ambitions professionnelles et ses vues affairistes dans le monde de l'industrie et de ses dérivés, et à explorer les répercussions de cette évolution sur son organisation professionnelle. Ce développement fait suite à notre thèse de doctorat *Hygiène, morale, rentabilité. Jean Walter, architecte (1883-1957)* soutenue en 2013 ; il approfondit, à la lumière de documents d'archives supplémentaires², l'analyse menée dans l'article « Entreprendre et construire : les pratiques ambiguës de l'architecte Jean Walter (1883-1957) » publié en 2014³.

Un sens aigu des affaires

- 4 Né dans une famille bourgeoise et protestante attestant de liens filiaux et amicaux avec le milieu du patronat et de l'industrie (Dollfus, Peugeot Japy), le jeune Jean Walter hérite de son père, alors à la tête d'une société de travaux publics, le goût d'entreprendre. Cette sensibilité se déploie à une échelle inédite à partir de 1918. La consultation de l'annuaire Sageret sur plusieurs années⁴ se fait particulièrement instructive. Jean Walter semble délaisser la profession d'architecte (il ne crée pas d'agence à Paris) mais il multiplie la création de sociétés anonymes, toutes hébergées au 26 rue Geoffroy l'Asnier à Paris. Celles-ci recouvrent :
- la reconstruction et de la réorganisation du territoire agricole dans le nord de la France durement touché par le conflit (Société agricole soissonnaise, 1918) ;
 - l'entreprise générale (Société de construction industrielle SACI, 1918 ; Société anonyme des établissements BRB — constructions monolithes ou démontables en ciment armé, 1918 ; Les Pieux explosés : société anonyme d'entreprise générale des fondations, 1924) ;
 - l'exploitation minière (Société minière de Zellidja, 1925) ;
 - la spéculation foncière (Société immobilière de la banlieue parisienne, 1927).
- 5 Ces sociétés restent chacune sous la tutelle de leur fondateur, dans un mode d'organisation ramifié. Ainsi, les membres des divers conseils d'administration font toujours partie du cercle professionnel, amical ou familial de Jean Walter⁵. L'enchevêtrement des activités et des finances est particulièrement sophistiqué et peu transparent car les sociétés sont interdépendantes les unes des autres. C'est également au 26 rue Geoffroy l'Asnier que s'installe la fondation nationale des bourses Zellidja en 1939⁶ puis que l'agence d'architecture est officiellement déclarée en 1940 auprès du conseil de l'ordre des architectes.
- 6 Parmi les entreprises qui comptèrent le plus dans cette organisation durant les années 1920-1930 figure la SACI. Dès sa création en 1918, celle-ci est destinée à devenir l'outil principal et le support technique pour tous les marchés obtenus par Jean Walter. Les statuts et les textes fondateurs de la SACI trahissent clairement ce mélange des genres et des activités qui, à l'époque, est encore juridiquement envisageable, la société ayant pour objet :
- 1° L'entreprise en France, aux colonies et à l'étranger, de constructions industrielles et privées, de travaux publics et privés. 2° l'achat et la vente de tous matériaux de construction et l'aménagement de toutes usines. 3° L'acquisition, la location, la vente de tous biens immeubles, l'exploitation de tous brevets d'invention ou licences. 4° l'étude pour le compte des tiers de tous projets de construction. 5° La

représentation en France, aux colonies et à l'étranger, de toutes industries ou commerces se rattachant à l'entreprise générale et à l'aménagement d'usines [...]»⁷.

- 7 Pour parvenir à ses fins, Jean Walter, fondateur et administrateur délégué de la SACI, engage des apports personnels en termes d'industrie, de matériel et de savoir-faire. Il indique fournir

1 les plans, devis, études, dessins et dossiers constitués, et dont il est propriétaire, qui permettront à la Société d'entreprendre des constructions industrielles, en série, suivant [s] es [propres] procédés [...] 2° Le mobilier et l'agencement de ses bureaux, les bibliothèques et tous autres accessoires [...]»⁸.

- 8 C'est ainsi que l'architecte s'appuie sur la SACI pour développer des méthodes de travail qui visent à maîtriser toute la chaîne de la construction ; partant de la conception, du dessin, à la livraison du bâtiment, en passant par la direction et la mise en œuvre des travaux. L'entreprise peut sembler risquée. Jean Walter remporte un immense succès avec l'hôpital Beaujon à Clichy (1930-1935, avec U. Cassan et L. Plousey) ou le sauvetage *in extremis* de la gare maritime de la Compagnie générale transatlantique au Havre (1930-1935, U. Cassan arch.) en même temps qu'il essuie un échec cuisant avec la Banque nationale de crédit boulevard des Italiens à Paris (1926-1930, Guiard et Carré, puis Ch. Letrosne et J. Marrast arch.). Le montage financier de ce dernier projet apparaît particulièrement opaque⁹. Son chantier, qui subit plusieurs arrêts et changements de cap (modification du projet architectural, changement de l'équipe d'architectes), précipite la SACI vers la faillite, alors déjà en difficulté avec l'AP-HP car, derrière le succès public de Beaujon, à son ouverture, se cache un procès sur des différends financiers engagé contre l'AP-HP¹⁰.

- 9 Flirtant avec l'illégalité (Jean Walter mélange les comptes entre les sociétés qu'il a créées), les pratiques mises en place par Jean Walter entrent sur de nombreux points en contradiction avec le code Guadet, selon lequel l'architecte

exerce une profession libérale et non commerciale [...] incompatible avec celle de l'entrepreneur, industriel, ou fournisseur de matières ou objets employés dans la construction. Il est rétribué uniquement par les honoraires, à l'exclusion de toute autre source de bénéfices à l'occasion de ses travaux ou de l'exercice de son mandat¹¹.

- 10 On peut donc comprendre que Jean Walter maintient une certaine distance avec le milieu de l'architecture. Il ne juge pas utile non plus de faire partie de quelque société professionnelle¹², laissant à ses confrères les débats faisant préambule à la loi du 31 décembre 1940 et la création de l'Ordre¹³.

- 11 L'inscription sur le tableau de l'ordre des architectes, rendue progressivement obligatoire par les circonscriptions régionales à compter de cette date, n'est pour Walter qu'un obstacle à contourner : pour répondre à cette règle, il démissionne de toutes ses fonctions d'administrateur, mais reste président fondateur de Zellidja. La consultation de son dossier déposé en 1942 auprès du conseil régional de la circonscription de Paris est très intéressante¹⁴ : Walter y déclare en effet ne pas avoir exercé la profession d'architecte entre 1918 et 1933. Plus loin dans le questionnaire, il précise qu'il n'a jamais exercé la profession d'entrepreneur, mais qu'il en fut parfois, selon ses dires, « un employé ». On éprouve quelque peine à imaginer que le conseil de l'Ordre soit dupe de cette assertion, ne serait-ce que parce que les hôpitaux de Beaujon, de Lille ou d'Ankara sont « signés » par Jean Walter dans les publications spécialisées des années 1930. L'enquête préliminaire à la décision se conclut par un avis favorable pour l'inscription au tableau. Le rapport qui accompagne cette décision fait état

d'entretiens avec des proches et d'anciens collaborateurs¹⁵, et surtout d'une visite au 26 rue Geoffroy l'Asnier, où est constatée « une activité d'architecte exclusivement¹⁶ ». La déclaration ne peut être que mensongère car si, à compter de 1942, Walter n'a plus de fonction officielle dans aucun conseil d'administration, il est alors dirigeant de fait et, comme l'attestent les papiers à en-tête de l'époque¹⁷, le siège parisien de la société des mines de Zellidja est bien au 26 rue Geoffroy l'Asnier. Cette activité alerte d'ailleurs en 1951 le conseil supérieur de l'Ordre, qui en prend connaissance par voie de presse¹⁸. Les soupçons sont rapidement étouffés par le président du conseil régional, déclarant être parfaitement au courant des faits de M. Walter, et considérant qu'il n'y a pas lieu de procéder à une radiation¹⁹. Ainsi, malgré l'affermissement du cadre législatif, les activités de l'architecte, entrepreneur et homme d'affaires, bénéficiant d'un excellent réseau, ne sont pas menacées.

Des pratiques loin d'être isolées

- 12 N'étant répréhensibles ni par la déontologie instaurée à la fin du XIX^e siècle, ni ensuite par la loi, les pratiques adoptées par Jean Walter ne sont pas isolées. Plusieurs types et degrés de transgressions au code Guadet ont été mis en œuvre par de nombreux architectes modernes. Citons l'expérience du « groupe des cinq », animé par Pierre Barbe, Jean-Paul Sabatou et Marcel Dufour, Pierre Vago, Jean Ginsberg, Frantz Jourdain et André Louis. Ceux-ci proposent en 1935, à renfort de campagnes publicitaires, des « maisons modernes à prix abordables », livrées clefs en main : il s'agit d'une prestation complète, partant du dessin à la mise en œuvre de tous les équipements du pavillon. L'appel d'offre, jugé inutile et dispendieux, est abandonné au profit du système de marché de gré à gré. C'est ainsi qu'une entreprise est créée spécialement à cette fin (O.P.T.I.M.A.), assurant les travaux et les études techniques. Les cinq architectes se défendent de ne pas respecter les règles déontologiques de la corporation. Selon eux, cette attitude ambiguë relèverait « plutôt d'un essai indépendant de regroupement corporatif », à une période où la profession doit se positionner face aux promoteurs et aux entreprises de construction²⁰.
- 13 On pourrait davantage comparer le modèle développé par Jean Walter avec la SACI à celui des frères Perret, même si l'activité d'entreprise de ces derniers apparaît beaucoup plus modeste et artisanale²¹. Après avoir repris l'affaire familiale au début du XX^e siècle, Auguste, Gustave et Claude souhaitent contrôler les opérations de bout en bout. À cette fin, ils unissent au sein de leur « agence-entreprise » leurs compétences complémentaires. Les motifs de Perret, d'abord principalement d'ordre familial et financier, sont bientôt dépassés pour devenir un véritable système théorique :
Si l'on s'avisait de faire passer aux architectes, à tous, le seul examen qui serait logique, un examen de constructeur, on s'apercevrait que bien peu savent leur métier. Les officiels ne se prêteront pas à cette plaisanterie. [...] Or, donc, vive la liberté ! Qu'on nous laisse en paix : le moment venu nous comparerons ! [...] L'architecte qui ne construit pas, c'est le penseur qui ne sait pas écrire²².
- 14 Pierre Dalloz a vanté les avantages économiques, esthétiques et théoriques de cette « intime association de l'architecte, de l'ingénieur et de l'entrepreneur²³ », revendiquant l'autonomie et l'indépendance des maîtres d'œuvre. Comme on le sait, Auguste Perret fréquente assidûment la scène parisienne et ses nombreuses déclarations servent probablement à valider son organisation professionnelle et à assurer une défense médiatique. En tous les cas, Perret devient le premier président de

l'Ordre et incarne, aux yeux de ses confrères les plus jeunes notamment, l'un des grands théoriciens de l'architecture du XX^e siècle.

- 15 Ce qui est perçu comme une originalité chez Perret est davantage assimilé chez Walter à une marginalisation, et ce dès le lendemain de la livraison de l'hôpital Beaujon²⁴. Mais Jean Walter ne s'encombre pas de discours intellectuels, préférant l'action – et surtout le résultat. Il justifie son comportement en invoquant le manque de pouvoir de l'architecte :

L'organisation puissante des entrepreneurs impose ainsi ses conditions à l'Architecte. [...] Cette situation est techniquement, financièrement et moralement désastreuse. Du point de vue technique, les dessins d'Architectes exécutés à l'agence et les études de détails faites dans les bureaux des différents entrepreneurs spécialistes, ne s'harmonisent pas. [...] Il faut corriger sans cesse les plans, lorsque des renseignements nouveaux arrivent. Malgré cela, rien ne concorde, et l'on voit ces chantiers ridicules, où les ouvriers perdent tant d'heures, qui pourraient être mieux employées, à exécuter des percements et des entailles. Avec cette manière de construire, on ne réalise aucune unité : des installations diverses se superposent, mais ne se complètent pas. L'exploitation de tels édifices ne donne que des déceptions. Du point de vue financier, les prix obtenus sont bien trop élevés, parce que l'étude de base n'est pas assez poussée et parce que la concurrence ne joue pas normalement. Enfin, l'Architecte, dont les connaissances sont insuffisantes et généralement moins étendues que celles des entrepreneurs qu'il emploie, passe sous la dépendance de l'entreprise au lieu d'être le chef de ses chantiers²⁵.

- 16 Walter revendique ici tout simplement le cumul des fonctions, et légitime sa démarche en soulignant que celle-ci s'impose pour le bien de l'architecture : c'est ainsi qu'il souhaite se dégager définitivement de la dépendance de l'architecte vis-à-vis de l'entrepreneur. Selon lui, le premier est tout aussi capable de développer une stratégie commerciale compétitive et rentable que le second. Si cette position s'inscrit bien dans le contexte particulier où de nombreux architectes, à l'instar de Fernand Pouillon ou Marcel Lods, qui revendiquent une même liberté d'exercer, on peut aussi penser que la posture de Walter vise à justifier sa propre démarche – rappelons qu'à cette époque il est à la fois architecte de la Cité hospitalière de Lille et président de la société Zellidja.
- 17 En somme, les démarches de Perret et de Walter sont inverses : lorsque Perret, non diplômé, revendique l'élévation du statut de constructeur à celui d'architecte et d'artiste²⁶, Walter, lui, détourne son titre d'architecte pour le vouer à l'entreprise. Si la pratique singulière des Perret est connue par leur « agence-entreprise », on pourrait donc qualifier la structure de Walter, à mi-chemin entre le bureau d'études techniques et le cabinet d'architecture, « d'entreprise-agence ».

L'hôtel Chalons- Luxembourg, centre névralgique du « système Walter »

- 18 Après avoir loué deux années l'hôtel Chalons-Luxembourg situé au 26 rue Geoffroy l'Asnier, l'architecte en fait l'acquisition en 1919²⁷. L'histoire de cet immeuble datant du début du XVII^e siècle est intimement liée à celle du quartier du Marais parisien²⁸. Derrière un porche frappé d'un tympan richement sculpté se trouve une vaste cour pavée au fond de laquelle s'étend le corps principal. Comme pour le bâtiment donnant sur rue, le logis s'élève sur trois niveaux. L'ensemble totalise presque 900 mètres carrés, auxquels il faut ajouter l'acquisition en 1921 d'un immeuble plus modeste, au 28 rue

Geoffroy-l'Asnier, aménagé en bureaux disposant d'une chambre forte et d'un appartement avec salle de bains²⁹. Impossible de deviner l'activité qui se cache derrière les lourdes portes et la façade sur rue seulement percée de rares petites fenêtres. On ne connaît, hélas, que quelques vues du bureau de Jean Walter. Tourné en 1958, le film documentaire *Passeport pour l'aventure*³⁰ donne à voir une pièce presque sanctuarisée. Ce bureau ne répond pas aux codes attendus pour l'aménagement d'une agence d'architecture moderne³¹ et ressemble peut-être davantage au siège social d'une prestigieuse entreprise : lustres de cristal, de grandes tapisseries, quelques œuvres d'art asiatiques et un bureau de style Louis XIV participent à une ambiance solennelle, plus proche des salons de réception des grands dirigeants que de l'étude remplie de rouleaux. La production d'architecte y est toutefois rappelée par de très grands tirages photographiques représentant les principales réalisations qui font la fierté de Jean Walter : la médina de Zellidja (à partir de 1925), l'hôpital Beaujon (1930-1935), la Cité hospitalière de Lille (1934-1959), la Nouvelle Faculté de médecine rue des Saints-Pères (1935-1953), la Cité médicale d'Ankara (à partir de 1937).

- 19 L'impression nostalgique et surannée qui se dégage de cet ensemble architectural exceptionnel était déjà présente dans la photographie qu'a prise d'Eugène Atget du portail lors de l'une de ses pérégrinations dans un quartier encore populaire, vivant principalement des petits métiers et de l'artisanat. Cette impression se retrouve aussi à travers les mots de Gabriele d'Annunzio, qui a occupé jusqu'en 1915 le rez-de-chaussée « donnant sur le vieux jardin décoré de déesses³² ». Pour autant, le Marais n'est pas un quartier en vue en 1918. Les classes supérieures lui préfèrent, dès la fin des années 1910³³, les XIV^e et XVI^e arrondissements qui s'urbanisent progressivement. Il est donc relativement surprenant que Jean Walter, qui dispose de moyens financiers suffisants pour investir où il veut, choisisse cet environnement pour y élire domicile. Peut-il être sensible au charme qui règne dans ce secteur de Paris, coincé entre les berges animées de la Seine et les besogneuses rues, places et cours s'étendant jusqu'à la place de la Bastille ? À aucun moment l'architecte n'évoque dans sa vie une affection particulière pour les vieilles pierres et leur sauvegarde, et l'on a peine à croire qu'il souhaite suivre le dandysme de d'Annunzio.
- 20 Le choix de l'hôtel Chalons-Luxembourg serait donc plus vraisemblablement dicté par les goûts de sa première épouse, Jeanne Rigal. Figure de l'intelligentsia parisienne dans les années 1920, Jeanne fréquente assidument l'avant-garde et mène une intense activité éditoriale. Les éditions Jeanne Walter ou la revue *Plans*, qu'elle dirige avec Philippe Lamour (1903-1992)³⁴, réunissent Le Corbusier, Jacques Doucet, Fernand Léger, Maurice Vlaminck ou encore Julien Green. L'hôtel Chalons-Luxembourg est clairement le carrefour de ces trajectoires politiques, intellectuelles et artistiques.
- 21 On ne connaît malheureusement pas bien l'utilisation des espaces de l'hôtel Chalons-Luxembourg. Il est également difficile d'évaluer le nombre exact de personnes que Jean Walter affecte au domaine de l'architecture. Comme il est d'usage dans la profession d'architecte, la masse salariale évolue sensiblement en fonction des affaires en cours, mais on ne parvient parfois pas à démêler les fils. Ainsi Jean Walter affirme à son fils en 1936 avoir engagé « cinq architectes pour faire partir en même temps la maternité, le bâtiment des contagieux de Lille et celui de Paris³⁵ », tandis qu'il explique en 1945 dans son ouvrage *Renaissance de l'architecture médicale* que « soixante-dix spécialistes [sont] occupés pendant plus d'un an à la seule préparation des plans d'exécution d'un Centre de l'importance de celui d'Ankara³⁶ ». En 1955, les bureaux de la rue Geoffroy-l'Asnier

comptent 132 personnes (chiffre auquel il faut ajouter les employés de la société Zellidja au Maroc). Mais l'année suivante, seulement 27 personnes travaillent dans l'hôtel du Marais³⁷, ce ralentissement étant dû à une activité davantage tournée vers la politique³⁸, mais peut-être aussi à des problèmes de santé³⁹.

- 22 Il est en tout cas peu probable que les locaux de la rue Geoffroy l'Asnier ressemblent à ceux de ses confrères Robert Mallet-Stevens, Michel Roux-Spitz ou Auguste Perret qui ont dessiné pour leurs agences de véritables démonstrations de leurs savoir-faire⁴⁰. Ceci est particulièrement surprenant dans la mesure où Jean Walter a régulièrement revendiqué la transposition des méthodes propres à l'organisation scientifique du travail dans le domaine de l'architecture et de la construction. L'architecte a connu la modernisation des usines Peugeot et la mise en place de la chaîne automobile par l'ingénieur Ernest Mattern avant même la Première Guerre mondiale⁴¹. Dans le même esprit, Henry Ford est la seule personnalité citée par Walter dans l'ensemble de ses publications. La mise en place d'un management fondé sur la production de documents administratifs en amont, la division des tâches et leur chronométrage, la forte mécanisation du chantier et des projets livrés, le recours à la chaîne automobile comme modèle, le goût prononcé pour la communication publicitaire sont autant de traits propres au monde de l'industrie et que l'on retrouve dans les projets de Jean Walter. L'emploi du diagramme de Gantt pour représenter la planification des travaux de l'hôpital Beaujon est éloquent⁴². La publication de ce document dans *L'Architecture d'aujourd'hui* en 1932 est de nature presque inédite en Europe, si l'on excepte une production graphique de même type pour la cité Törten de Walter Gropius (1926-1928)⁴³.

- 23 Si l'hôtel Chalons-Luxembourg n'était peut-être pas en soi une « usine à plans » à l'image des grandes agences américaines, on peut toutefois avancer qu'il pouvait être le centre névralgique d'une vaste organisation⁴⁴ faisant largement appel à la sous-traitance ou à des collaborations ponctuelles. Ainsi, bien avant le développement des bureaux d'études techniques, Jean Walter fait référence à une structuration du travail similaire :

Il est donc indispensable – si l'on veut acquérir une maîtrise dans la branche extrêmement difficile qu'est l'Architecture médicale – de s'entourer d'un groupe d'hommes appartenant à des spécialités différentes, capables de fondre leurs pensées pour mettre au point des conceptions, pour faire des plans de construction parfaitement adaptés aux besoins des usagers, pour dessiner tous les détails d'exécution, pour entreprendre des calculs de stabilité et tous ceux des installations : canalisations, chauffage, aération, éclairage, pour établir des devis descriptifs et quantitatifs, pour passer des marchés, enfin, pour diriger des chantiers. Les Architectes spécialistes, organisés en équipe collective, sont seuls en mesure de remettre aux Administrations, qui s'adressent à eux, un projet complet qui n'aura à subir aucune retouche en cours de construction, par ce qu'il sera étudié dans chaque détail⁴⁵.

- 24 L'architecte semble aussi faire appel à ses confrères : naturellement auprès de ses associés Urbain Cassan et Louis Madeline avec qui il collabore durant de longues années, mais aussi Noël Lemaresquier qui, pendant la Deuxième Guerre mondiale, s'attelle au projet de la Cité hospitalière d'Ankara dans son agence à Toulouse⁴⁶. Plus surprenant, on a repéré quelques architectes ayant conçu des projets pour le compte de leur confrère et parfois ami. Henry-Jacques Le Même, qui dessine le chalet de l'Inconnu à Megève destiné à Jean Walter et sa femme Domenica, a également été sollicité pour la construction de maisons ouvrières près des mines de Zellidja au Maroc. Conservé dans

le fonds H-J. Le Même, un plan du rez-de-chaussée de la maison d'hôtes construite à Bou Beker Ouest (quartier de Zellidja) montre que dès 1940, Le Même traite avec la société de son client. Cette réalisation ne relève pas tout à fait d'une entraide occasionnelle entre confrères, puisque l'année suivante, Le Même fait état du suivi d'un chantier de logements ouvriers au Maroc⁴⁷. Enfin, dans les années 1920-1930, Le Corbusier et Jean Walter se fréquentent à l'hôtel Chalons-Luxembourg et dans le cadre du luxueux immeuble du boulevard Suchet que ce dernier a fait construire pour lui et les siens. À cette époque, une missive de Le Corbusier à l'architecte-entrepreneur évoque la livraison d'une coupe et de deux plans pour un immeuble dans les environs des Invalides⁴⁸. Si aucune autre précision n'a été trouvée à ce sujet, ce courrier suscite l'étonnement : Le Corbusier aurait-il travaillé, ou fait travailler l'un de ses collaborateurs, pour Jean Walter ? Il est tout à fait probable que ces services relèvent davantage de la mise à disposition de « tâcherons ». Mais le caractère informel de ces échanges empêche de reconnaître la postérité de ces dessinateurs, restés au service des maîtres ou des patrons.

- 25 Beaucoup de questions subsistent. Difficile d'y voir clair dans ce qui relève d'un véritable imbroglio administratif et financier ; à consulter son fonds d'archives personnelles, il est à peu près certain que Jean Walter mélangeait les comptes et les activités. Si cette pratique irrégulière ne lui a presque rien coûté, il n'en fut pas de même pour d'autres architectes, et l'on pense immédiatement aux malheurs de Fernand Pouillon (1912-1986) provoqués avec l'affaire du Point du jour en 1963. Il s'avère toutefois que Jean Walter a fortement réduit ses activités d'architecte dès la fin des années 1940, donnant la priorité à la société minière de Zellidja. Quoi qu'il en soit, s'il a un temps porté ses fruits, le système que Walter met en place ne lui survit pas. À sa disparition en 1957, son homme de confiance Louis Bardury se charge des affaires en cours : il conclut les chantiers, liquide les différentes sociétés. Dans le domaine de l'architecture, son action ne prolonge pas l'œuvre du « Patron ». La reprise de l'agence ne fait, à notre connaissance, pas l'objet de discussions : la figure autoritaire de Jean Walter était sans aucun doute la pierre angulaire de cette organisation nébuleuse et complexe, impossible à transmettre.
- 26 L'hôtel Chalons-Luxembourg est à l'image de cette déliquescence programmée : vendu à la Ville de Paris pour un franc symbolique en 1948, il reste occupé par les bureaux de Walter jusqu'à sa mort et la fondation nationale des bourses Zellidja en 1972. La Commission historique du vieux Paris⁴⁹ occupe plusieurs années l'hôtel particulier, dont l'état se dégrade rapidement. Quelques campagnes de restauration sont entreprises, des projets émergent, mais les locaux restent encore aujourd'hui inoccupés.

NOTES

1. En décembre 1909, Georges Risler donne au Musée social une conférence consacrée au modèle de la cité-jardin ; il y compare celle de Dourges (1906-1910, Pas-de-Calais) à Valentigney. Georges

Risler, « Les cités-jardins, conférence faite au Musée social, en décembre 1909 », *Annales du Musée social*, déc. 1909, pp. 375-404.

2. AD de Haute-Savoie, archives de la fondation Le Corbusier, fonds privés.

3. Marie Gaimard, « Entreprendre et construire : les pratiques ambiguës de l'architecte Jean Walter (1883-1957) », actes du colloque « La balance et le compas », *Droit et ville*, revue de l'Institut des études juridiques de l'urbanisme et de la construction (IÉJUC), n°76/2014 (article soumis à comité de lecture).

4. *Annuaire Sageret, annuaire du bâtiment et des travaux publics, des matériaux de construction et du matériel d'entreprise*, Paris. Les années consultées sont : 1908, 1909 à 1912, 1922, 1924, 1928, 1932, 1935, 1938, 1946-1947, 1957, 1958.

5. Les statuts de la SACI et la liste des membres du CA sont publiés dans *La Loi, journal du soir quotidien, feuilles d'annonces légales* du 19 juillet 1919. AN, 357 AP 284.

6. Créée par Jean Walter en 1939 cette fondation a pour mission de donner à des jeunes gens l'opportunité de vivre une expérience de voyage en autonomie qui favoriserait leur émancipation et leur réussite professionnelle. La fondation existe toujours ; elle attribue chaque année des bourses de voyage aux jeunes gens âgés de 16 à 20 ans.

7. *La Loi, journal du soir quotidien, feuilles d'annonces légales* du 19 juillet 1919, *op. cit.*

8. *Ibid.*

9. Centre des archives du monde du travail (CAMT), Roubaix : 120 AQ 707 Constructions et d'installations industrielles (Société anonyme de), ou SACI, constituée en 1918 par les membres de la société en nom collectif Walter et Cie, entreprise de constructions ; 120 AQ 708 Dossier 1. Constructions et d'installations industrielles (Société anonyme de) ou SACI. Pièces de procédures et notes de plaidoiries, 1932-1950 ; 120 AQ 743-748 Banque Nationale de Crédit : affaires concernant les immeubles, 1930-1962 ; 120 AQ 878-892 Banque Nationale de Crédit : immeubles et archives, 1774-1960.

10. Voir à ce propos la partie « V-Imbroglis architecturaux et financiers » dans Marie Gaimard, « Entreprendre et construire : les pratiques ambiguës de l'architecte Jean Walter (1883-1957) », *Droit et Ville*, 2013/2, n 76, pp. 147-162, [en ligne] <https://www.cairn-int.info/revue-droit-et-ville-2013-2-page-147.htm>

11. *Le code Guadet. Les devoirs professionnels de l'architecte envers lui-même, ses confrères, ses clients, ses entrepreneurs*. (Annexe à l'article 118 du règlement de la Société des architectes diplômés par le gouvernement), reproduit dans les annexes de Marie-Jeanne Dumont, « Première partie 1877-1939 », dans *La SADG, histoire d'une société d'architectes*, Paris, SFA, 1989.

12. En dehors de l'Association des anciens élèves de l'École spéciale d'architecture, mais qui, contrairement à la Société des architectes diplômés par le gouvernement et de la Société centrale des architectes, ne joue pas de rôle majeur sur la définition de la profession.

13. Loi instituant l'ordre des architectes et réglementant le titre et la profession d'architecte.

14. Archives de Paris, dossiers d'inscription à l'Ordre des architectes. 2327 W 31. Jean Walter : n°1400. Demande reçue le 19 juin 1942 et admission le 13 mai 1943.

15. Les personnes interrogées sont MM. Gautruche, Joseph Marrast, Louis Bernard-Thierry, Olivier, Tesson.

16. Archives de Paris, dossiers d'inscription à l'Ordre des architectes. 2327 W 31. Jean Walter : n 1400, *op. cit.*

17. Archives consultées à l'hôtel Chalons-Luxembourg en 2013, correspondance entre Domenica Walter, Michel Fleury et la Ville de Paris, 1972-1978.

18. Lettre du secrétaire général de l'Ordre supérieur des architectes au président du Conseil régional de Paris, 8 janvier 1951, l'article de journal accompagnant ce courrier est souligné à ce passage : « Président d'honneur et fondateur des mines de Zellidja au Maroc, M. Jean Walter a su donner, avec l'appui de son fils et de son beau-frère, une importance mondiale à cette entreprise qui jouit d'un grand prestige dans les milieux professionnels », « M. Jean Walter commandeur de

la Légion d'honneur », *Maroc-presse Casablanca*, 10 déc. 1950, archives de Paris, dossiers d'inscription à l'Ordre des architectes. 2327 W 31.

19. « En son temps, notre confrère nous avait donné tous les renseignements nécessaires, à savoir : 1° qu'il n'est plus administrateur des mines de Zelligidja [...] qu'il n'était plus seulement l'architecte des bâtiments de cette société avec honoraires normaux ». Lettre du président du Conseil régional au président du Conseil supérieur de l'Ordre, 16 janvier 1951, archives de Paris, dossiers d'inscription à l'Ordre des architectes. 2327 W 31.

20. Voir : « Maisons modernes à prix abordables », *L'Architecture d'aujourd'hui*, n°2, fév. 1935, pp. 8-9.

21. Voir Henri Bresler, « Agence-entreprise. Les spécificités de l'entité Perret », in Joseph Abram, Jean-Louis Cohen, Guy Lambert, *Encyclopédie Perret*, Paris, Monum'/Éditions du Patrimoine/Éditions du Moniteur, 2002, p. 46.

22. Auguste et Gustave Perret in Jean-Pierre Liausu, « Doit-on réglementer les cabinets d'architectes ? Les idées des frères Perret », *Comoedia*, XX, n°4934, 30 juin 1926, reproduit dans J. Abram, G. Lambert, Ch. Laurent, *Auguste Perret. Anthologie des écrits, conférences et entretiens*, Paris, Le Moniteur, 2006, pp. 170-171.

23. Pierre Dalloz, « Un hommage à Auguste Perret », *L'architecte d'aujourd'hui*, n°46, fév.-mars 1953, p. 10, cité par Guy Lambert, « Agence entreprise. Les spécificités de l'entité Perret », dans Joseph Abram, Jean-Louis Cohen, Guy Lambert, *Encyclopédie Perret*, op. cit., p. 46.

24. Tandis que ses réalisations occupaient jusqu'alors une bonne part des numéros de *L'Architecture d'aujourd'hui* consacrés à l'architecture médicale, Walter n'est plus du tout publié dans les revues d'architecture à partir de 1934.

25. Jean Walter, *Renaissance de l'architecture médicale*, Paris, Desfossés, 1945, p. 29.

26. Comme le rappelle Marie Dormoy, plume de Perret, « c'est l'entreprise qui paie l'architecture » dans *Souvenirs et portraits d'amis*. Paris, Mercure de France, 1963, cité par Guy Lambert, « Agence-entreprise. Les spécificités de l'entité Perret », dans Joseph Abram, Jean-Louis Cohen, Guy Lambert, *Encyclopédie Perret*, op. cit., p. 54.

27. Acte de vente entre J. Walter au nom de la Société immobilière du 26-28 rue Geoffroy-l'Asnier et la Ville de Paris, représentée par le préfet de la Seine, M. Roger Verlomme, 30 novembre et 4 décembre 1948. Ce type de document retrace l'origine de la propriété. 357 AP 281, bilans de la société immobilière Geoffroy-l'Asnier 1958-1972.

28. L'arrêté du 15 juin 1925 inscrit à l'inventaire supplémentaire des Monuments historiques la porte monumentale sur rue avec ses vantaux et la façade sur cour. Cette inscription est étendue le 8 février 1949 à la façade sur jardin. Finalement, le tout est classé le 28 décembre 1977. Voir également Pierre Kjellberg, *Le nouveau guide du Marais*, Paris, Bibliothèque des arts, 1986, pp. 70-73.

29. Lettre de la Société immobilière 26-28 Geoffroy-l'Asnier à la préfecture de la Seine, 14 juin 1945. AN, 357 AP 283.

30. Yves-André Hubert, *Passeport pour l'aventure*, 6 déc. 1958, RTF/ORTF, archives INA, notice n°CPF 86629264.

31. Jean-Paul Sabatou, « Les agences d'architectes », *L'Architecture d'aujourd'hui*, n°3, mars 1937, pp. 63-74.

32. « Gabriel d'Annunzio, rue Geoffroy-l'Asnier », *La Cité, bulletin de la Société historique et archéologique du IV^e arrondissement*, vol. 10 et 11, 1915, p. 242.

33. Voir G. Monnier (dir.), C. Loupiac, C. Mengin, *L'Architecture moderne en France*, t. 1, « 1889-1940 », Paris, Picard éditeur, 1997, pp. 205-206.

34. Voir Jean-Robert Pitte, *Philippe Lamour, père de l'aménagement du territoire*, Paris, Fayard, 2002.

35. Lettre de J. Walter à son fils, 1^{er} oct. 1936, archives Marc Walter.

36. Jean Walter, *Renaissance de l'architecture médicale*, op. cit., p. 39.

37. Lettre de Jean Walter à son fils, 1956 (?), archives Marc Walter.

38. Soutenu par les États-Unis, Jean Walter est, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, de plus en plus concerné par les revendications d'indépendance marocaine (Istiqlal) et achète le titre *Maroc-Presse* en 1948.
39. L'architecte subit une crise cardiaque en 1955, dont il ressort affaibli.
40. Jean-Paul Sabatou, « Les agences d'architectes », *op. cit.*
41. Yves Cohen, *Organiser à l'aube du taylorisme. La pratique d'Ernest Mattern chez Peugeot, 1906-1919*. Besançon, Presses universitaires franc-comtoises, 2001. Après consultation des archives de l'entreprise Peugeot et entretien avec Yves Cohen, aucun lien, professionnel ou amical, n'a été retrouvé entre les deux hommes.
42. Le diagramme de Gantt est un outil de gestion inventé à la fin du XIX^e siècle qui consiste à représenter tout le processus d'un projet. L'ingénieur Henry Laurence Gantt (1861-1919) généralise cette méthode qui devient une des constituantes du taylorisme et de ses dérivés.
43. *Siedlung Törten*, Planning du gros œuvre pour l'année 1926, Dessau, 1926, paru dans Jean-Louis Cohen, Hubert Damisch, *Américanisme et modernité, l'idéal américain dans l'architecture*, Paris, EHESS/Flammarion, 1993, p. 160.
44. L'agence de Urbain Cassan, René Patouillard-Demoriane, Louis Plousey et Jean Walter (alors associés sur la construction de l'hôpital Beaujon) est « l'une des [...] plus importantes de [la] capitale ». A. Goissaud, « Les maisons en acier », *La Construction moderne*, 13 avril 1930, 45^e année, n°28, p. 430.
45. Jean Walter, *Renaissance de l'architecture médicale*, *op. cit.*, p. 37.
46. Lettre de Jean Walter à son fils Jacques, 26 mai 1940, archives Marc Walter.
47. Lettre à Monsieur Aussel, service des mines, hôtel Carlton, Vichy, le 15 juin 41 : « je vous serai reconnaissant de bien vouloir transmettre à la Société des Mines de Zellidja la communication suivante : la construction des maisons ouvrières d'Oujda a repris et les maçonneries de l'étage supérieur du bâtiment sont très avancées. Pour la mise au point d'une foule de détails, j'ai été amené à refaire une série complète des plans d'exécution à 0,02 P.M, ainsi que quelques dessins à plus grande échelle. J'ai fait pour le mieux et j'espère que cela sera à votre convenance. ». Archives Henry-Jacques Le Même, AD Haute-Savoie, 142/J/1247, correspondance.
48. 11-9-22 Courrier de Le Corbusier à Jean Walter, non daté, fondation Le Corbusier.
49. Archives consultées à l'hôtel Chalons-Luxembourg en 2013, correspondance entre Domenica Walter, Michel Fleury et la Ville de Paris, 1972-1978.

RÉSUMÉS

Dans un contexte de régulation progressive du métier d'architecte en France dans la première moitié du XX^e siècle, la carrière de Jean Walter (1883-1957), peu préoccupé par les débats de nature déontologique qui animent la profession, illustre bien les libertés et les tolérances encore possibles avant la loi du 31 décembre 1940. Si elle est reconnue brièvement au début des années 1930, la figure de Jean Walter a été frappée d'ostracisme dès 1935, en raison notamment de scandales politico-financiers dans lesquels il fut impliqué. La fortune critique de ses réalisations dans l'historiographie de l'architecture s'en est ressentie jusqu'à nos jours : ainsi son nom fut, vers la fin de sa vie, davantage cité dans les journaux à grand tirage et même dans la presse à sensation que dans les revues d'architecture. Imprégné de libéralisme, s'inspirant du monde de l'industrie, l'intéressé a transposé dans l'architecture, parfois de façon littérale, des méthodes

relevant de l'Organisations scientifique du travail. L'article précise la vision affairiste qu'entretient Jean Walter et s'interroge sur sa mise en application.

In a context of progressive regulation of the architectural profession in France throughout the first half of the 20th century, Jean Walter's career testifies to the liberties taken by some professionals before the enactment of the *loi du 31 décembre 1940*, as he seemingly ignored any of the deontological debates taking place in the profession. Having received some recognition at the beginning of the 1930s, Jean Walter was nevertheless ostracized in 1935 and remained so throughout most of his career, due to financial-political scandals in which he was involved. The critical fortune of his achievements in the historiography of architecture has, however, left its mark up until today. Towards the end of his life, his name appeared in popular newspapers, as well as architectural reviews. Imbued with liberalism and inspired by the industrial world, he transposed into the architectural world methods originating from the scientific organization of work, sometimes literally. This article outlines the opportunistic view that Jean Walter maintained, questioning its implementation.

INDEX

Mots-clés : Affairisme, Agence d'architecture, Déontologie, Industrie, Taylorisme

Keywords : Business, Architect's office, Deontology, Industry, Taylorismfr

AUTEUR

MARIE GAIMARD

Marie Gaimard est maître de conférences à l'ENSA de Paris Val de Seine, chercheure au laboratoire EVCAU, chercheure associée aux laboratoires AHTTEP et ATE. À travers sa thèse consacrée, à l'architecte Jean Walter elle s'est intéressée aux évolutions du métier d'architecte au XX^e siècle, aux porosités entre architecture et industrie et à l'histoire de l'architecture médicale. Parmi les publications à paraître, signalons l'article co-écrit avec Lila Bonneau « L'AP-HP et la banlieue parisienne : l'hôpital Beaujon à Clichy hier, aujourd'hui et demain », actes du Colloque *Hôpital, ville et citoyenneté : expériences d'hier et d'aujourd'hui* qui s'est tenu aux Hospices civils de Lyon, 11 au 13 octobre 2018.